



Photo DR

Tribune

**BERNARD LANDAIS**

Professeur émérite d'économie à l'Université de Bretagne Sud

● Les enjeux économiques du prochain scrutin sont malheureusement négligés. À cela, une explication : l'absence de candidat vraiment compétent, y compris l'actuel titulaire dont la proximité avec les milieux d'affaires ne saurait tenir lieu de doctrine économique solide au-delà de la doxa de Bruxelles. En réalité, et comme en d'autres domaines (immigration, souveraineté, par exemple), il y a deux façons d'apprécier notre situation économique. La première consiste à considérer que les problèmes sont conjoncturels et finalement pas trop graves. On se préoccupe donc de l'expansion de courte période, de la reprise, des équilibres du moment, qu'ils soient budgétaires ou extérieurs. On se félicite bruyamment d'une baisse du taux de chômage, même quand ce taux reste très élevé. On préconise des baisses d'impôts ou de charges mais on les reporte sur d'autres contribuables. Plutôt à gauche de l'échiquier mais pas seulement, on prétend même qu'il faut plus de redistribution et d'« avancées », quitte à saborder définitivement les comptes sociaux et le financement des retraites. Cette « myopie » est l'attitude de la quasi-totalité des candidats. La durée courte du mandat présidentiel y conduit naturellement. Ayant eu entre les mains le programme complet d'un parti dont je tairai le nom, j'y ai vu des tas de bonnes intentions et de bonnes mesures mais avec l'impression que je relisais presque

« Cette "myopie" est l'attitude de la quasi-totalité des candidats. »

mot pour mot les programmes électoraux d'il y a vingt ans et jamais appliqués depuis. À supposer même que ce programme soit enfin mis en œuvre, il est manifestement insuffisant et ne correspond pas à la gravité de la situation. On ne soigne pas le cancer avec des médicaments efficaces contre l'angine. La deuxième correspond à la réalité profonde, celle d'un déclin économique en marche depuis une quarantaine d'années. Nous ne produisons plus assez car les facteurs de production sont déficients. On en voit une illustration par la difficulté des entreprises à recruter en dépit d'un chômage élevé. Les investissements et la transmission se sont progressivement grippés ; la classe d'entrepreneurs prenant des risques se réduit car l'environnement éducatif et familial pousse au conformisme social plus qu'à l'aventure ; le niveau de formation générale et professionnelle s'abaisse ; la genèse du progrès technique est ralentie par la perte de l'excellence et de la formation scientifique. Le facteur travail se dérobe au profit de l'assistantat

et le capital national nous échappe de plus en plus, faute de maîtriser l'ouverture internationale ; les tumeurs juridiques et administratives ne cessent de se développer. Les effets cumulés de ces évolutions lointaines en arrivent maintenant à mettre gravement notre économie en péril avec, en corollaire, la baisse lente mais inéluctable du pouvoir d'achat et la paupérisation. La France est déclassée !

En posant ce constat très pessimiste du déclin, on peut en tirer deux conclusions : la première est que l'économie française ne retrouvera pas la santé avant longtemps, à supposer même que les bonnes mesures soient prises. Elles demanderont donc du courage et un certain désintéressement ! La deuxième est que ces mesures sont toutes celles qui renversent les tendances du déclin ; rassemblons-les en une politique durable de l'offre élargie : réformer le système éducatif pour faire prévaloir l'acquisition des connaissances et l'excellence ; privilégier la recherche de haut niveau ; réintroduire le risque et sa maîtrise personnelle à tous les échelons ; retrouver le rythme d'expansion de nos capacités énergétiques ; faire la promotion du travail en réduisant l'assistantat ; casser les citadelles administratives et juridiques ; retrouver la puissance culturelle et matérielle pour maîtriser la mondialisation ; faire prévaloir nos intérêts économiques sur les oukases européens... Votons donc pour celui ou celle qui les défendra le mieux !